



DÉCLARATION LIMINAIRE CNAS DU 7 octobre 2016

Au cours du 2^{ème} semestre 2015, suite aux annonces du CTM du 13 octobre, les Fédérations syndicales des Finances Solidaires, CGT, FO, CFDT et CFTC/UNSA ont boycotté les instances de l'action sociale et ont exprimé à diverses reprises les motifs de leur mécontentement.

Elles ont notamment dénoncé la véritable remise en cause de la politique sociale dans les ministères économiques et financiers (MEF) par la ponction de 30 millions d'€ des crédits dédiés à l'action sociale pour 2016.

Au cours du 1^{er} semestre 2016, les Fédérations syndicales sont revenues à la table des négociations. C'est ainsi qu'elles ont participé de manière constructive aux deux groupes de travail CTM/CNAS des mois de février et mars.

Ces rencontres avaient pour but, pour nos Fédérations, d'élaborer un budget d'action sociale au plus près des besoins des agents.

Ces besoins ont été repris dans le courrier que nos deux Fédérations vous ont adressé le 28 juin dernier.

Au CTM du 4 octobre, le Ministre a annoncé que le budget dévolu à l'action sociale « *garantissait un niveau élevé et inchangé des prestations pour les agents de Bercy* » sans toutefois donner de chiffres.

Quelle ne fut pas notre surprise de découvrir le jour même, sur le site performance publique, le budget chiffré de l'action sociale, toujours en retrait par rapport à celui de 2015.

Notre crainte d'une diminution du budget 2017 était bien fondée !

L'administration s'abrite derrière une nouvelle mécanique budgétaire qui part des crédits consommés de 2015 pour établir et justifier son budget 2017.

C'est ainsi qu'on observe des baisses importantes sur différents postes à savoir:

- **Baisse de 5,2 M€ des crédits pour la restauration**
- **Baisse de 4 M€ de la subvention d'EPAF**
- **Une subvention de 14,3 M€ pour ALPAF alors qu'en 2015 elle s'élevait à 26,25 M€**
- **Baisse de 500 000 € des crédits consacrés à la parentalité**
- **Baisse de 7,2 M€ de la participation de l'Etat employeur à la protection sociale complémentaire**
- **Baisse de 800 000 € des subventions aux associations socio-culturelles**
- **Baisse de 70 000 € des crédits alloués aux CDAS**

Dans ce budget, on ne constate aucune hausse !

Ce budget 2017 serait construit sur la consommation de 2015 mais si la totalité du budget 2015 n'a pas été consommée, c'est qu'il n'y a pas de volonté politique pour qu'il le soit !

Nous considérons que le budget alloué aux politiques sociales consacre une véritable régression de l'action sociale et ne correspond pas aux besoins exprimés par les agents. Les agents des finances ont vu une baisse de 7,2% de leur pouvoir d'achat depuis 2010 et ce ne sont pas les modiques augmentations du point d'indice de 0,6% au mois de juillet et 0,6% en février qui permettront un rattrapage !

La baisse constante des effectifs, les restructurations de toute nature, les suppressions de services fragilisent les agents dont les conditions de vie au travail se dégradent. Alors pour les agents l'action sociale revêt toute son importance et devient une vraie nécessité.

Si les aides pécuniaires et secours ont été délivrés en 2015 pour 3,3 M€, nous savons que la réalité est bien au-delà de ce montant.

Trop d'agents n'osent pas se rendre au service social pour demander une aide par pudeur, par honte ou par manque de confiance.

S'agissant d'ALPAF elle rencontre pour cette année 2016, des difficultés pour loger tous les agents de catégorie C arrivant en île de France.

Or la subvention prévue pour 2017 ne permettra pas de réserver tous les logements dont les agents ont réellement besoin.

Est-ce à dire que les objectifs d'ALPAF sont revus à la baisse ?

La baisse de la subvention à EPAF de 4 M€ va obliger l'association à augmenter ses tarifs de colonies de vacances et à réduire son catalogue vacances familles, faute de moyens. Vous auriez voulu sanctionner EPAF pour avoir osé quitter l'immeuble du VALMY afin de diminuer ses charges de loyers que vous ne vous y seriez pas pris autrement. Ce n'est certainement pas en augmentant les tarifs de cette manière qu'EPAF fera revenir les colons, le porte monnaie des agents n'étant pas extensible, bien au contraire.

La baisse des crédits consacrés à la restauration est un vrai scandale, quand on connaît le prix payé par les agents en île de France ou en province pour des repas de moindre qualité. La DGFIP ne veut plus participer aux salaires des personnels de restauration et décide sans dialogue social la fermeture pure et simple des petites structures. Quant à la subvention aux petites structures de restauration, elle n'a pas été réévaluée depuis des années.

Quant à l'aide à la parentalité, aucune nouvelle réservation de places en crèche n'est prévue, il faudra se contenter des 504 berceaux pour 12251 enfants de moins de 3 ans. Ce n'est pas avec seulement 4,11% de satisfaction des besoins de places en crèches pour l'ensemble des agents que notre ministère compte régler l'égalité femmes/hommes.

Quelle hypocrisie !!

Ce projet de budget pour 2017 est une marque de mépris pour tous les agents de Bercy et une véritable provocation.

Il consacre une régression sociale sans précédent dans un dialogue social inexistant.

Nos fédérations sont attachées à une action sociale de qualité, de haut niveau et qui réponde aux attentes des agents. C'est pourquoi elles réaffirment leur volonté de garantir l'action sociale comme une priorité des politiques ministérielles ce que ne démontre pas ce projet de budget.